« Les Nouvelles de Birmanie »

No 21 – Septembre 2007

Période juillet/août

Bulletin mensuel d'information sur la Birmanie en français

EDITO

Depuis le 19 août, date des premières manifestations faisant suite à l'augmentation des prix des carburants par la junte au pouvoir en Birmanie, se pose la question : a-t-on à faire à un nouveau 1988 ?

On peut douter que les réactions de la communauté internationale, depuis la mi-août, aient toujours été à la hauteur des événements.

De nouvelles réactions sont venues s'ajouter à celles mentionnées par les plus récents communiqués de presse d'Info Birmanie :

Le 5 septembre, Ibrahim Gambari, envoyé spécial des Nations unies en Birmanie, estimait que la réponse du régime birman aux manifestations ne pouvait être considérée autrement que comme un recul pour le pays. Celle-ci, précisait M. Gambari, ne pouvait que mettre en question l'engagement du gouvernement birman pour une démocratisation du pays.

Le 6 septembre, le Parlement européen critiquait la réponse apportée par la junte aux revendications de la population birmane, rappelait l'illégitimité avec laquelle avait été conduite la Convention Nationale et la non-recevabilité subséquente de ses travaux, déplorait la faiblesse de la position commune européenne sur la Birmanie, enfin appelait le Conseil de sécurité des Nations unies à se réunir d'urgence sur la question birmane.

Enfin, le 7 septembre, la Chine se manifestait à son tour par la voix d'un porte-parole de son ministère des Affaires étrangères : "Nous espérons voir venir en Birmanie la réconciliation et une amélioration de la situation". "La Chine est disposée à renforcer sa communication et son dialogue avec toutes les parties concernées, y compris les Etats-unis.", ajoutait le porte-parole en marge d'un sommet de l'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) qui se tenait à Sydney.

Bien que cette déclaration traduise un agacement de Beijing quant au peu d'évolution de la situation en Birmanie, la Chine ne va certes pas plus loin : la question birmane n'a pas été évoquée lors des récentes rencontres bilatérales entre Chine et Etats-unis, d'après le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Les signes d'agacement de la Chine envers son protégé sont néanmoins à observer avec le plus grand intérêt : plus tôt dans l'année, le ministre des Affaires étrangères chinois avait publié un compte-rendu critique sur la nouvelle capitale du pays.

En France, le 12 septembre, c'est à la secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des droits de l'homme, Rama Yade, de réagir à son tour par la publication d 'une tribune dans le Figaro - la diplomatie française ayant auparavant fait connaître son point de vue sur les événements au travers de deux déclarations. Mme Yade y admet, clairement, que tout ce qu'a tenté la communauté internationale jusqu'à présent a échoué. Peut-être en raison d'une trop faibles prise en compte des organisations des démocrates birmans comme le National Coalition Government for the Union of Burma (NCGUB) ? Il est encore temps d'y songer.

Lettre de la « génération 88 » à Ban Ki-moon. Datée du 6 septembre 2007.

A :
Son Excellence M. Ban Ki-moon
Secrétaire Général des Nations Unies
Quartier Général des Nations Unies
New York, USA
Le 6 Septembre 2007
Votre Excellence,
Nous, étudiants de la Génération 88, vous appelons respectueusement à relancer au plus vite la question de la Birmanie à l'ordre du jour formel du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU). Nous demandons que vous usiez de vos bons offices pour soutenir l'adoption d'une résolution qui garantisse la protection des Birmans qui expriment leurs inquiétudes quant à la situation économique et sociale que connaît leur pays, ainsi que leurs opinions politiques, sans répression de la part du gouvernement militaire birman.
Comme vous le savez, depuis deux semaines, des manifestations pacifiques ont conduit à l'arrestation et à la détention de plus de 150 personnes. Nous, dirigeants étudiants de la Génération 88, avons initié ces marches pacifiques non seulement pour protester contre l'augmentation des prix du carburant, mais également pour attirer l'attention sur l'immense souffrance du peuple birman. Notre but a toujours été, et restera, une transition pacifique vers une société démocratique et une réconciliation nationale à travers un dialogue consistant, ce qui est également l'objectif des Nations unies.
Nous, les dirigeants étudiants de la Génération 88, maintenons notre détermination et notre engagement de travailler pour un changement pacifique vers la démocratie et de meilleures conditions de vie pour les habitants de notre pays.
Des protestations récentes ont été arrêtées, parfois brutalement, par des membres des forces de sécurité et des gangs mis en place par le gouvernement, à l'exemple de l'Association de Solidarité et Développement de l'Union (Union Solidarity and Development Association, USDA) et les Swan-aah-shin (SAS) ou Maîtres de la Force. Ceux d'entre nous qui se cachent sont sous la menace permanente d'une arrestation ou d'un emprisonnement illégal. De plus, nos familles, amis et proches sont constamment harcelés et menacés. Nombre de nos collègues et compagnons militants sont détenus et nous sommes préoccupés par leur bien-être. Récemment, les moines bouddhistes ont également été attaqués.
Ces réactions violentes doivent être considérées comme des signaux annonciateurs de davantage de brutalité, et nous sommes craignons fortement que la situation ne mène à encore plus de violence de la part des milices et forces de sécurité à l'encontre des personnes qui se battent pour la justice. Nous avons déjà pu constater par le passé que les militaires, tout comme l'USDA, sont capables d'oppression brutale contre la population, quelles qu'en soient les conséquences, aussi sommes-nous extrêmement préoccupés.
Comme vous le savez, les manifestations augmentent dans de nombreux endroits du pays malgré les violentes mesures de répression et la poursuite des enlèvements de manifestants par les autorités.
En conséquence, nous avons besoin, en urgence, de votre soutien concret, pour empêcher la possibilité, réelle, de davantage de violence et vous pressons, en tant que Secrétaire général des Nations unies, d'agir concrètement par des mesures préventives, en tenant compte des signaux déjà existants.
Nous vous prions d'ordonner à Mr Gambari de se rendre en Birmanie immédiatement et de convaincre le SPDC de mettre fin aux harcèlements continuels de manifestants pacifiques, de relâcher tous les militants et prisonniers politiques actuellement détenus, et d'engager un dialogue sérieux avec toutes les parties concernées sur la situation

politique et l'avenir du pays.
Nous vous appelons respectueusement à une réponse immédiate face à l'urgence de la situation et à prendre des mesures immédiates.
Sincèrement,
Htay Kywe
Les étudiants de la Génération 88

« Mettons tout en œuvre pour faire libérer Aung San Suu Kyi » Par Rama Yade, secrétaire d'État chargée des Affaires étrangères et des droits de l'homme. Publié dans Le Figaro du 12 septembre 2007.

Depuis le 15 août, la Birmanie s'est rappelée à notre souvenir. Pour avoir pacifiquement protesté contre la hausse des prix du carburant, des manifestants sont chaque jour emprisonnés. La convention nationale, censée relancer le processus électoral, n'a rien donné, les partis de l'opposition l'ayant boycottée. Mais il n'y a rien de nouveau : cela fait 50 ans, après l'indépendance de la Birmanie et l'arrivée au pouvoir de la junte militaire, que cela dure. Exécutions, détentions arbitraires, tortures : le pays offre, au coeur d'une Asie qui se développe, un visage apocalyptique. Le phénomène des enfants-soldats (au nombre de 70 000) et des prisonniers politiques (plus de 1 000), le travail forcé, les discriminations et les violences à l'égard des minorités ethniques persistent.

On en oublierait presque, au milieu de cette répression généralisée, qu'une femme de 62 ans, dont quinze en détention, est encore debout : c'est Aung San Suu Kyi. Sa victoire, elle la tenait en 1990 lorsque son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, avait obtenu 80 % des voix lors des premières et seules élections libres du pays. Depuis, la « Mandela asiatique » est assignée à résidence. L'aura de son père, père de l'indépendance birmane, l'obtention d'un prix Nobel de la paix en 1991, les suppliques de ses enfants auprès de la junte : rien n'y a fait. Que fait la communauté internationale ? Il faut bien que quelqu'un dise que tout ce qu'elle a tenté a échoué. Les Nations unies ? Cela fait vingt ans que ses émissaires reviennent les mains vides. L'Union européenne ? Elle a arrêté une position consistant à ne pas plus avoir de relations politiques avec la junte au pouvoir.

Des artistes de renommée internationale comme Bono, U2, Sting, Peter Gabriel, Paul McCartney n'ont cessé de plaider « for the Lady ». En vain. Desmond Tutu et Vaclav Havel ont jeté, en 2006, leur force morale dans ce combat, plaidant pour une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en faveur de réformes démocratiques en Birmanie. La Chine et la Russie s'y sont opposées.

Et la France dans tout ça ? Dans ce concert de désolations, je suis convaincue qu'elle a un rôle à jouer. Les démocraties ont déjà toutes appelé à la libération des prisonniers politiques. Mais les mots ne suffiront pas. Nous devons intensifier nos efforts, pour réinsérer la Birmanie dans un processus de démocratisation. Cela passe d'abord par une étroite collaboration avec les Asiatiques. Car, tout ce que nous ferons sans eux, nous risquerions de le faire contre eux. Il est donc important que l'Asie prenne des mesures concrètes, pour mettre fin à la répression en Birmanie. Il en va de son intérêt.

Il est également important que la France applique l'agenda international, au plus près. Dans quelques semaines, à New York, je présiderai, aux Nations unies, une réunion de travail sur les enfants-soldats. L'Union européenne y présentera une résolution sur la situation des droits de l'homme en Birmanie. Notre pays devra peser de tout son poids pour convaincre nos partenaires européens de l'échec de notre stratégie et de l'urgence de la repenser. C'est une obligation morale.

FIL D'ACTUALITE BIRMANE - Juillet & Août 2007

Sources : AFP, BBC, AP, Irrawaddy, Burmanet, Reuters, Le Monde, Bangkok Post, DVB

Juillet

Le 26 juillet : Première vague de rapatriement de Rohingyas de la Thaïlande vers la Birmanie.

Une quarantaine de réfugiés Rohingyas vivant avec une centaine d'autres dans la ville thaï de Mae Sot ont été rapatrié dans l'Etat Karen. Ils sont le premier groupe d'une vaste mouvement de rapatriement birmans Rohingyas, qui depuis plus d'un an ont fuit la Birmanie pour chercher refuge en Thaïlande et en Malaise en raison des violations des droits de l'homme dont ils sont victimes par le régime militaire birman. Les autorités thaï s'inquiètent de ce vaste exode de personnes de confession musulmane qui pourrait renforcer le mouvement séparatiste musulman des trois provinces du sud du pays.

Le 24 juillet : Aung San Suu Kyi sur l'agenda du gouvernement?

La secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des Droits de 'homme, Rama Yade, a déclaré dans un communiqué de presse vouloir oeuvrer en priorité à la libération de la Birmane Aung San Suu Kyi : ASSK « mériterait que la France se penche plus sur son sort, ce que je compte bien faire », a affirmé la secrétaire d'Etat dans un communiqué.

Le 23 juillet : Le HCR distribuent des certificats d'enregistrement temporaire à 35 000 Rohingyas.

Le Haut Commissariat aux réfugiés a pu fournir des papiers d'identités à un premier groupe de 35 000 Rohingyas et ainsi contribue à l'acquisition de la citoyenneté pour une minorités privées de droits civiques. C'est l'aboutissement de cinq ans d'effort de l'UNHCR pour limiter les effets néfastes de l'apatridie dans cette région 76% de musulmans, connus sous le nom de Rohingyas. La plupart d'entre eux n'ont jamais eu de carte d'identité officielle. Grâce à la contribution des Etats-Unis d'un montant de 689 000 dollars, l'UNHCR fournit un soutien logistique à l'opération.

Cependant, le statut des Rohingyas demeure peu clair. Selon le droit international, ce document fournit un droit de résidence et non la citoyenneté. Le gouvernement du Myanmar ne les considère pas comme des citoyens, et préfère les définir comme « résidents de l'Etat de Rakhine. ».

La délivrance de ce papier pourrait représenter une étape importante vers une identité légal claire, et finalement l'obtention d'une citoyenneté totale. Les Musulmans de la région doivent demander une permission écrite pour voyager hors de leurs villages, puis une deuxième pour être autorisés à passer une nuit dans un autre village.

Le 18 juillet : Human Rights Watch a publié un rapport selon lequel le nouveau projet de Constitution de la Birmanie maintiendrait un système répressif de régime militaire.

Du 8 au 10 juillet : Visite en Chine du conseiller spécial du secrétaire général de l'Onu pour les affaires de la Birmanie.

Le conseiller spécial du secrétaire général de l'Onu pour les affaires du Myanmar Ibrahim Gambari était en visite en Chine du 8 au 10 juillet. Il a discuté de la situation birmane et des efforts de médiation de l'Onu avec respectivement le vice-ministre chinois des A.E. Dai Bingguo et le ministre assistant des A.E. Cui Tiankai, a révélé Qin Gang, porte-parole du ministère des A.E. lors d'une conférence de presse régulière mardi après-midi.

La Chine pense que la situation au Myanmar ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité régionales ou internationales, a indiqué M. Qin, en ajoutant que le peuple birman devait régler ses propres affaires. La Chine apprécie le travail de médiation mené par l'Onu en Birmanie, a-t-il ajouté.

Le 4 juillet : La junte militaire a rejeté les accusations de violations des droits de l'homme faites à son encontre par la Croix Rouge internationale.

Le gouvernement birman a déclaré que les accusations du CICR à son encontre n'étaient pas fondées et détaillées. Il les rejette donc catégoriquement. Ces charges auront un impact négative sur une coopération future avec l'organisation.

Thierry Ribaux, responsable du bureau de la Croix rouge internationale à Rangoun, a déclaré avoir pris connaissance de cette déclaration des officiels birman, mais ne souhaite pas y réagir et évoquer le dialogue avec le gouvernement birman par communiqué de presse interposés. Il a ajouté que le bureau de Rangoon fonctionnait normalement en dépit des critiques. Deux autres bureaux, ceux de Paan et Mandalay, sont en fonctionnement après la fermeture en juin dernier du local de Taunggyi.

Août

Le 31 août : Les familles de détenus empêchées de voir leurs proches.

La junte militaire a empêché les familles des opposants arrêtés lors des manifestations contre la vie chère d'entrer en contact avec leurs proches, dont certains seraient en grève de la faim, ont indiqué ces familles.

Plusieurs détenus ont cessé de s'alimenter pour obtenir des autorités qu'elles fournissent des soins médicaux à un collègue blessé à la jambe lors de son interpellation, ont précisé des opposants.

« Nous n'avons reçu aucune information supplémentaire sur les grèves de la faim », a déclaré vendredi un militant, ajoutant: « Les familles n'ont pas été autorisées à rencontrer (les détenus) ».

Le 30 août : Déclaration d'Ottawa en faveur de pourparlers multipartites sur la Birmanie et de l'ouverture d'une voie de communication avec la Chine.

Des intellectuels et des militants birmans en exil ont annoncé avoir formé un groupe de travail sur la Chine composé de 16 membres. Son objectif, penser à un plan d'action pour approcher la Chine. Une délégation sera alors envoyé dans le pays pour rencontrer les officiels chinois. Ce groupe de travail a vu le jour lors de la conférence de consultation de la politique birmane qui s'est tenue à Ottawa au Canada pendant deux jours sous les auspices de l'associations des Amis canadiens pour la Birmanie.

« Nous ne sommes l'ennemi de la Chine. Nous souhaitons avoir une relation avec ce pays », a dit Tin Maung Htoo, directeur exécutif des amis canadien de la Birmanie. « Nous voudrions leur dire qu'ils devraient penser à l'avenir et non pas seulement au présent. Nous sommes persuadés que la junte militaire ne va pas gouverner le pays éternellement et que la démocratie sera un jour établie en Birmanie. De fait, la Chine a intérêt à prendre en compte ces éléments », a t ajouté.

Des participants à la Conférence ont souligné les signes positifs envoyés par Pékin ces derniers mois : a hébergement récent d'une réunion rare entre Washington et des officiels birmans, sollicitation de la junte pour qu'elle conclut au plus vite son processus constitutionnel, et plus récemment tenu d'une réunion entre des ministres chinois et des leaders de minorités ethniques ainsi que des militants en exil pour partager leurs points de vue sur la Convention nationales et autres sujets.

« La politique actuelle de la Chine à l'égard de la Birmanie doit être analysé avec une approche réaliste. Elle se fonde sur un soutien au régime birman afin de conserver sa sphère d'influence », a déclaré Nyo Ohn Myint, chef du comité des affaires étrangères de la LND dans la zone libre.

Une déclaration commune a été rédigée pour appeler à la convocation de pourparlers multipartite avec la participation de l'UE, l'Asean, les Etats-Unis, le Canada et la Russie pour faciliter les réformes et la transition en Birmanie, ceci à l'image de ceux organisés pour la Corée du Nord avec six pays. Elle demande également aux voisins de la Birmanie – Bangladesh, Chine, Laos, Thaïlande et Inde – de coopérer avec les Nations Unies dans le but d'apporter des changements démocratiques en Birmanie.

Le 29 août : RSF dénonce les actes d'intimidation contre les journalistes birmans.

Reporters sans frontières (RSF) et la Burma Media Association (BMA) ont fermement dénoncé mercredi les pratiques de la junte birmane pour empêcher les journalistes locaux représentant notamment des médias étrangers de couvrir le mouvement de protestation contre la vie chère.

"Confrontés à une vague de manifestations contre l'augmentation brutale du coût de la vie depuis le 19 août, les militaires ont une nouvelle fois choisi la méthode forte : répression, intimidations et censure à l'encontre des journalistes birmans", déplorent les deux organisations.

"Le Bureau de la censure et la police ont intensifié leurs contrôles" et des menaces sont régulièrement proférées par des "hommes de main" en civil du régime militaire contre les journalistes et photographes, ajoutent-elles.

Le 23 août : L'ABFSU renaît.

Après plus de deux décennies, au cours desquelles beaucoup de ses membres ont été emprisonnés ou se sont exilés, ABFSU (Fédération des syndicats étudiants de Birmanie) vient d'annoncer qu'elle reprenait sa combat contre la junte militaire. Son nouveau porte parole Kyaw Ko Ko a déclaré que le groupe est aujourd'hui présent dans les universités et lycées de Rangoon et autres grandes villes birmanes.

Cette nouvelle a réjouis des anciens membres de l'association estudiantine, tels que Aung Din, directeur politique de Campagne américaine pour la Birmanie et ancien leader de l'ABFSU en 1988 : « Dans l'histoire birmane, et en 1988, les étudiants se sont tenus à côté du peuple et ont mené la lutte pour la liberté, et nous sommes fière de cela. Je suis donc ravie que mes jeunes frères aient rétablit l'ABSFU. J'espère qu'ils combattrons pour les intérêts du peuple birman ».

Le 20 août, la Corée du Nord ouvre prochainement une ambassade à Rangoon après vingt ans d'absence suite au rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays en avril dernier.

Depuis le 19 août : Manif en série dans tout le pays.

Un mouvement de protestation pacifique peu commun dans toute la Birmanie a vu le jour suite à l'augmentation massive le 14 août des prix des carburants et des transports en commun: essence : + 66 % ; diesel : + 100 % ; gaz naturel comprimé : + 535 %. Ces hausses donnant le coup de grâce à la population dans un pays déjà étranglé par les difficultés économiques. Certains des manifestants se sont également prononcés en faveur de la libération des militants politiques incarcérés et de la fin de l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays depuis longtemps.

Ces défilés ont été systématiquement dispersés par des agents en civil et des miliciens du régime militaire. Ces derniers ont pris position depuis le 21 août dans les rues principales de Rangoon.

- Le 30 août : A *Mandalay*, 12 députés élus lors des dernières élections qu'ait connues le pays (1990) ont manifesté pacifiquement cet après-midi en soutien aux dirigeants emprisonnés de la « génération 88 ». Ces élus, membres de la LND, ont marché pacifiquement depuis les quartiers généraux de la LND à Mandalay jusqu'à ce que de fortes pluies ne les contraignent à rebrousser chemin.

- Le 28 août : "Baissez les prix du carburant et des denrées de base", ont scandé quelque 50 manifestants qui s'étaient rassemblés près d'un arrêt d'autobus, dans la *banlieue nord de Rangoun*, non loin d'un ancien campus universitaire à l'avant-garde du soulèvement démocratique de 1988. De nombreux badauds, environ 200, ont observé la scène qui a duré une dizaine de minutes avant que les forces de sécurité n'interviennent. La manifestation était conduite par Su Su Nway, une birmane militant pour les droits sociaux qui a été emprisonnée en octobre 2005 pendant plus de sept mois après avoir signalé des cas de travail forcé à des représentants des Nations unies.

- Le 27 août : Une cinquantaine de personnes avaient été interpellées puis relâchées après avoir participé à une marche silencieuse dans la localité de *Bago*, au nord-est de Rangoon.

- Le 22 août : Une quarantaine de militants pro démocratie ont manifesté à *Rangoon*. La plupart des protestataires sont des membres de la LND. Mais quelques minutes seulement après le début du rassemblement, une vingtaine de miliciens pro-junte ont empêché les protestataires d'avancer. Une dizaine de contestataires ont été emmenés à bord de camions tandis que leurs camarades formaient une chaîne humaine pour résister aux interpellations.

- **Le 19 août**: La manifestation a rassemblé à *Rangoon* près de 500 personnes.

Arrestations de militants pro démocratie

On estime à ce jour que plus de 150 manifestants ont été arrêtés par la police et des membres de l'Association de l'Union pour le développement de la solidarité (USDA), soutenue par les autorités. Coups et

manœuvres d'intimidation imputables à des membres de l'USDA et du groupe paramilitaire «Swan Arr Shin» ont été également signalés lors de plusieurs manifestations.

Parmi les premières personnes arrêtées lors de cette vague de répression de l'opposition politique non violente figurent 14 chefs de file du Groupe d'étudiants de la génération 88.Parmi eux, Min Ko Naing,, Ko Ko Gyi, Min Zeya, Htin Kyaw et Ko Zaw Nyunt (le 25 août). De son côté, Htay Kywe a réussi à échappé à son arrestation et reste caché.

Dans une déclaration exceptionnelle reproduite dans tous les journaux contrôlés par l'État, la junte a déclaré que ces personnes avaient été arrêtées pour « agitation en vue de provoquer des troubles sociaux » et pour avoir « miné la paix et la sécurité de l'État », accusations passibles de vingt ans de prison.

Des étudiants d'université et des militants d'autres groupes de défense de la démocratie auraient aussi été arrêtés. À la suite d'une recherche dans toute la région de Rangoon, Htin Kyaw, détenu à trois reprises cette année pour avoir protesté contre les conditions de vie, a été tabassé lors de son interpellation, le 25 août, selon la BBC.

Selon Amnesty International, les manifestants arrêtés sont détenus à quatre endroits. Plus de 50 d'entre eux sont incarcérés au Centre de détention de Kyaikkasan, d'autres au poste de police de Shwe Pyithar. La plupart des membres du Groupe d'étudiants de la génération 88 sont détenus à la prison d'Insein et un d'entre eux, au centre de détention du district de Mingaladon. Les familles n'ont pas été informées par les autorités de l'arrestation d'un des leurs, ni de son lieu de détention. A ce jour, aucun des détenus n'aurait été inculpé ni autorisé à entrer en contact avec un avocat.

Le 23 août, La LND a appelé la junte militaire à cesser la répression brutale, dénonçant le traitement inhumain réservé aux manifestants. Elle a demandé la libération immédiate des personnes arrêtées. "Dans l'impossibilité de supporter le fardeau de l'inflation, la population exprime ses sentiments par des moyens pacifiques. Mais les autorités ont arrêté, torturé, battu et mis en danger la vie de ceux qui ont exprimé paisiblement leurs souhaits", regrette-t-elle dans un communiqué.

Réaction internationale

La Birmanie est la cible de vives critiques de Washington et de capitales européennes qui ont exigé que la junte libère immédiatement les manifestants pacifiques arrêtés et tous les prisonniers politiques.
Le 28 août, la présidence de l'Union européenne condamne les arrestations de défenseurs de la démocratie en Birmanie.

Les Etats-Unis ont condamné le 22 août une tentative "de réduire au silence" ceux qui oeuvrent pour la démocratie tandis que la France a averti qu'elle tenait la junte pour responsable de la "répression inacceptable" menée par des milices pro-gouvernement.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les autorités birmanes à la retenue face aux manifestations et à l'instauration d'un dialogue constructif pour une réconciliation nationale.

Le 08 août : Les étudiants de la génération 88 ont déclaré à l'occasion du 17e anniversaire de la victoire remportée aux élections législatives du 27 mai 1990 par la Ligue nationale pour la démocratie, condamnant les propositions constitutionnelles présentées par la Convention nationale, qui est entrée dans sa phase finale le 18 juillet 2007.

Le 1er août *:* 92 députés birmans ont signé une lettre qui comprend une proposition relative à la réconciliation et à la démocratisation en Birmanie.
L'administration des États-Unis a reconduit les restrictions aux importations prévues dans le Freedom and Democracy Act de 2003 concernant la Birmanie.

COUP DE PROJECTEUR SUR...

ARTICLES

- « Drague birmane »

Par François Raillon, directeur de recherche au CNRS, directeur du Centre Asie du Sud-est (EHESS)

« Au plan international, la Birmanie reste isolée, mais l'embargo qui lui est imposé par les États-Unis et l'Union Européenne consolide paradoxalement le régime en place qui arrive (plus ou moins) à faire jouer un réflexe d'union nationale contre les Occidentaux qui veulent imposer leurs agendas à la Birmanie.

Le régime échappe aux conséquences de l'embargo occidental grâce à la Chine qui apporte une aide considérable au pays sur le plan militaire et économique. Pour ne pas devenir une simple colonie chinoise, la Birmanie des généraux peut compter sur la rivalité entre la Chine et l'Inde. En effet, ces deux grands pays émergents se disputent la clientèle birmane pour bénéficier de sa position stratégique et de ses ressources naturelles. La Birmanie peut également tabler sur la coopération avec la Russie qui vend des armes dans la région. La possibilité de centrale nucléaire a été évoquée, mais les informations sont rares sur ce sujet qui pour l'instant paraît n'être qu'un projet hypothétique. Dans ces conditions, l'embargo occidental est peu efficace, puisque la Birmanie peut le contourner par la Chine et l'Inde, tandis que les pays de l'ASEAN (association des nations d'Asie du sud-est) adoptent une position intermédiaire et modérée qui relativise l'isolement birman. Les campagnes internationales menées en faveur de Aung San Suu Kyi rencontrent peu d'écho à Rangoun.

Et l'on voit mal comment la France, puissance sans influence dans la région, pourrait négocier quoi que ce soit avec le régime militaire. Les perspectives d'évolution semblent se situer à l'intérieur du régime militaire birman. Le numéro un du régime, Tan Shwe, est âgé (75 ans) et malade, et seul un successeur plus « ouvert » pourrait offrir la possibilité d'un relachement de la pression et d'un éventuel dégel politique. »

- "Les dissidents continuent à défier la junte birmane"

Par Frédéric Martin - Publié le 31 août 2007 dans Le Figaro

Depuis dix jours à Rangoon, les manifestants dénoncent la hausse brutale des prix du carburant. Des opposants arrêtés lors des manifestations contre la vie chère en Birmanie ont hier entamé une grève de la faim.

Manifester est un acte téméraire en Birmanie. La junte militaire qui s'est installée au pouvoir voilà 17 ans au prix d'un bain de sang, n'a pas l'habitude de faire dans le détail. Toute velléité contestatrice est immédiatement étouffée. Manifestants et distributeurs de pamphlets sont appréhendés dans les dix minutes qui suivent, roués de coups, taxés d'« agents saboteurs », d'« éléments subversifs répondant aux ordres de leurs maîtres étrangers » et emprisonnés pour 20 ans.

Pourtant, depuis dix jours, des rassemblements sporadiques dénoncent quotidiennement la hausse brutale du prix des carburants et l'inflation, qui devrait atteindre 80 % cette année. Ruinée par l'incurie des gradés, la Birmanie est devenue l'un des pays les plus pauvres du monde. Dans un Rangoon en déliquescence, baignant dans des eaux noirâtres, les plus filous coupent subrepticement les tresses des jeunes femmes dont les cheveux s'achètent au poids et les employés municipaux vendent l'essence prévue pour les camions poubelles. C'est dire que le doublement des tarifs des transports publics et le triplement d'un plat de nouilles sont une catastrophe pour la population.

En 45 ans de dictature militaire, les bravades ont été rares. Grâce à ses réseaux de surveillance et à son quadrillage du territoire, l'armée est toujours parvenue à contrôler les éruptions populaires. Et la dernière agitation étudiante ayant brièvement secoué la capitale remonte à décembre 1996.

Certes, on est loin aujourd'hui des manifestations monstres de 1988, quand des millions de personnes fustigeaient le régime dans tout le pays. Mais le mouvement de protestation prouve qu'il existe des organisations clandestines très bien structurées dans le pays. « Les groupes clandestins sont nombreux. Ils opèrent séparément, mais sont en contact les uns avec les autres », explique Saan Aung, député birman en exil en Thaïlande. « Ce sont de petites cellules dont les membres sont rompus à l'art de la désobéissance civile ».

Une centaine de militants luttant pour la démocratie ont été arrêtés, mais d'autres prennent le relais et défient le régime sous les applaudissements des passants. Soe Aung, membre du front démocratique des étudiants birmans (ABSDF), en exil lui aussi, rêve d'une « répétition du soulèvement de 1988 » qui avait paralysé le pouvoir pendant plusieurs mois après que le dictateur Ne Win eut lancé une démonétisation balayant les économies de millions de Birmans. « Les manifestations continueront », estime-t-il.

Les espoirs de l'opposition démocratique pourraient tourner court. La source de contestation la plus dynamique et la plus dangereuse pour le régime s'est déjà tarie : tous les dirigeants de Génération 88 - regroupant d'anciens étudiants, dont Min Ko Naing, emprisonné et torturé pendant seize ans et le poète Ko Ko Gyi - ont été neutralisés. Paralysée par l'assignation à résidence de sa secrétaire générale Aung San Suu Kyi, la direction de la Ligue nationale pour la démocratie, parti qui avait gagné les législatives de 1990 annulées par la junte, n'a pas pris position.

Un pays tenu en coupe

Enfin, le pays est tenu en coupe réglée par l'armée : l'Association du développement de la solidarité (USDA), une milice sans foi ni loi, créée par le généralissime Than Shwe rassemblant 8 millions de personnes, est postée sur toutes les artères de Rangoon. Ce sont ces mêmes affidés du régime qui, en 2003, avaient tenté d'assassiner le Prix Nobel de la paix à Depayin. « On ne peut faire deux pas sans se retrouver nez à nez avec un milicien déguisé en balayeur municipal », explique Saan Aung, le député en exil. Bref, pour tenir la distance, les étudiants doivent obtenir le soutien d'autres secteurs de la société. Et la participation des moines bouddhistes n'est pour l'instant que très ponctuelle.

Pourquoi la junte, assise sur des gisements de gaz, de pétrole, de jade et pierres précieuses a-t-elle augmenté les prix de l'essence et du gaz ? « Les généraux ont du mal à boucler leurs fins de mois », estime Sean Turnell, économiste australien spécialisé dans les affaires birmanes. Leur nouvelle capitale, Naypidaw, un bunker entouré de missiles sol-air doté d'un réseau de galeries souterraines dans la région montagneuse du centre de la Birmanie, leur aurait coûté 3 milliards de dollars. Les gradés ont aussi démarré la construction du « cybercentre Yadanapon », équivalent de la Silicon Valley, et ils ont des ambitions nucléaires.

Communiqués de presse d'Info Birmanie

- "L'UE doit renforcer sa position commune sur la Birmanie" - du 27 août

Depuis le 15 août, date de l'annonce par la junte militaire birmane de l'augmentation des prix des carburants, la mobilisation se poursuit en Birmanie, et ce malgré l'arrestation des dirigeants de la « génération 88 », co-organisateurs d'une manifestation de protestation le 19 août dernier.

Effet de la mobilisation, la junte a demandé à certaines compagnies de bus de bien vouloir revoir leurs tarifs – qui avaient augmenté suite à l'accroissement des prix des carburants– à la baisse. Mais tout ne va pas pour le mieux, et la répression a de quoi inquiéter.

Le 25 août, de nouvelles manifestations ont encore eu lieu dans les villes de Mogok, Yae-nan-chaung et Taung-twin-gyi, 150 à 200 personnes ayant pris part à la manifestation de Mogok. Le groupe de manifestants s'est arrêté à une station-service pour remettre une lettre destinée au Ministère de l'Energie demandant la réduction des prix des carburants. Les autorités locales, ayant pris la lettre, ont demandé aux manifestants de dissoudre la manifestation.

Le 26 août, à Rangoun, la police et l'USDA (fausse émanation de la société civile contrôlée par la junte militaire) arrêtaient les voitures et inspectaient les bus, les voies ferrées et les terminaux des ferry espérant y trouver Htay Kiwe, dirigeant de la « génération 88 » qui n'avait pas été arrêté le 21 août, à l'instar des autres dirigeants. Son portrait a été affiché en de nombreux endroits de la ville.

Au moins 65 personnes ont été arrêtés la semaine passée. Min Ko Naing et les autres dirigeants de la « génération 88 » sont aujourd'hui détenus à Insein, prison birmane à la réputation la plus sinistre. Min Ko Naing, avant d'être relâché en novembre 2004, avait passé 15 ans en prison pour son rôle dans les manifestations pour la démocratie de 1988. Ayant repris ses activités politiques, il a connu depuis quatre mois de détention supplémentaire. Il est à craindre que le régime ne condamne les anciens leaders étudiants à vingt ans de réclusion.

Huit manifestants arrêtés mercredi auraient en revanche été relâchés selon Nyan Win, porte-parole de la Ligue Nationale pour la Démocratie, parti du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, toujours assignée à résidence par le régime.

L'Union européenne (UE), dans un bref communiqué, a condamné la détention d'individus qui ne faisaient qu'exercer leurs droits de manifester pacifiquement, et demandé leur libération immédiate. Au-delà, quelle sera la stratégie de l'Union vis-à-vis des événements actuels ? L'UE avait évoqué il y a quelques années l'éventualité d'accentuer la pression sur le régime birman si celui-ci s'abstenait toujours d'entreprendre des réformes - et relâcher au contraire la pression sur le régime si des réformes étaient entreprises. La junte militaire a maintes et maintes fois démontré son absence complète de volonté d'entreprendre ces réformes. Il est donc plus que nécessaire que la communauté internationale dans son ensemble se saisisse dorénavant plus énergiquement du problème birman. L'Union européenne, face à la montée de la répression, devrait envisager de renforcer sa position commune vis-à-vis de la Birmanie. La prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE se tiendra au Portugal les 7 et 8 septembre prochains. Il est souhaitable qu'une discussion autour d'un renforcement de la position commune sur la Birmanie soit à l'ordre du jour.
Sommaire Rappel : l'Union européenne et la Birmanie

Les membres de l'Union Européenne se sont engagés pour une position commune concernant la Birmanie. En théorie, cette politique pourrait être très efficace, l'ensemble des 27 Etats membres travaillant ensemble pour soutenir tout progrès substantiel sur la voie de la réconciliation nationale et en matière de démocratie et de droits de l'homme en Birmanie. En pratique, les Etats ne se sont accordés que sur le plus petit dénominateur commun, d'où une position faible et inefficace, inapte à produire des effets sur le régime birman. Comme les 27 membres doivent être unanimement d'accord sur la mise en place de sanctions ou sur tout autre sujet, le seul « non » d'un Etat membre peut tout bloquer, et faire qu' ensuite rien ne se passe.

L'UE est divisée sur la manière d'aborder le cas birman. Un petit nombre d'Etats – la Grande-Bretagne, la République Tchèque, les Pays-Bas, l'Irlande et le Danemark, est favorable à un accroissement de la pression à différents degrés, tandis qu'un autre petit nombre de pays y est opposé. Parmi eux, certains souhaitent réduire les mesures prises par l'UE. Ce sont la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne et la Pologne. L'opposition française s'explique par la présence de la compagnie pétrolière Total sur le territoire birman. La France, cependant, soutient les initiatives pour le vote au Conseil de Sécurité des Nations unies d'une résolution sur la Birmanie.

Les mesures européennes existantes actuellement contre la Birmanie sont :

- Un embargo sur les armements

Ceci est bien sûr bienvenu, à ceci près qu'il n'existe pas d'embargo mondial sur les armes à destination de la Birmanie, en conséquence de quoi la junte birmane peut se fournir en armements, ce qu'elle fait notamment auprès de la Russie et de la Chine.

- Une interdiction de toute aide non humanitaire Egalement bienvenu. Cette mesure, néanmoins, n'a pas un sérieux impact sur le régime.

- La fin de privilèges commerciaux

Encore une fois aucun effet signifiant sur le régime birman.

- Une interdiction de visas pour les principaux officiels du régime et leurs familles

Autrement connu sous le nom « d'interdiction de shopping ». Des exceptions permettent aux officiels birmans d'être présents à des réunions internationales se tenant en Europe. Mais comme l'admet un diplomate anglais, ces derniers viennent rarement en Europe de toute façon.

- Un gel des fonds tenus en Europe par les personnes inscrites sur la liste d'interdiction de visas

Moins de 7000 euros sont gelés dans les 27 Etats membres, ce qui peut difficilement mettre le régime à genoux.

- Une interdiction limitée d'investissements

Cette mesure a été introduite en 2004 ; son objectif est d'assécher les sources de revenus de la junte dont la plus large partie est consacrée aux dépenses militaires. Les options possibles sont soit une interdiction totale de tout investissement, comme c'est le cas aux Etats-Unis, soit de viser certains secteurs stratégiques qui enrichissent la junte tels que le gaz, le pétrole ou le minerais. L'UE n'a choisi aucune de ces deux options. Les compagnies européennes ont interdiction d'investir dans un petit nombre d'entreprises publiques listées préalablement, qui représentent une part insignifiante du secteur économique birman et des exportations. Le bois de construction, le minerai, le gaz et le pétrole ne sont pas concernés. Cependant, les entreprises européennes ont interdiction d'investir dans le domaine des entreprises birmanes produisant du jus d'ananas ou encore dans les boutiques de vêtements. Sachant qu'il est déjà illégal d'investir dans une entreprise publique selon la loi birmane !

Dans le domaine politique, l'UE ne semble pas avoir une stratégie claire et élaborée dans la manière d'aborder la crise birmane. L'Europe a préféré se concentrer sur l'assistance humanitaire. Accroître l'aide à la Birmanie est une nécessité, mais l'UE a absolument besoin de travailler sur les deux fronts, et non pas seulement fournir une aide pour s'attaquer aux conséquences de la politique du régime militaire birman. Il est essentiel de développer par ailleurs une stratégie politique cohérente pour lutter contre la pauvreté, dont l'origine est la nature même du régime. De plus, la Commission européenne a réduit le volume de ses subventions en direction de projets visant à la promotion des droits de l'homme et de la démocratie en Birmanie. L'UE s'engage mollement pour soutenir les initiatives internationales visant à trouver une solution politique à la crise birmane, telle que les projets de résolution sur la Birmanie au Conseil de sécurité des Nations unies. En septembre 2005, les Etats-Unis ont annoncé souhaiter que le Conseil de sécurité s'empare de la situation en Birmanie. Avec le soutien de la France et du Royaume-uni, ils sont parvenus à persuader le Conseil de tenir une discussion informelle sur la Birmanie en décembre 2005, et les premières discussions informelles se sont tenues en septembre 2006. Suit en janvier 2007 un vote d'une proposition de résolution rejetée par la Russie et la Chine. Mais la Birmanie reste inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité qui peut toujours jouer un rôle clé pour une évolution de la situation dans ce pays. L'UE n'a pris aucune position sur la manière dont le Conseil devrait traiter la situation birmane, n'offrant aucun soutien à une résolution, et de fait les officiels de la Commission européenne ont agi contre l'initiative. Le silence de l'UE dans ce domaine est étrange, et peut être interprété comme un manque de soutien.

En résumé, l'UE, une des organisations politiques et économiques les plus puissantes au monde, a échoué à user de son influence dans un sens positif et efficace afin de promouvoir et soutenir la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Sommaire Recommandations

Que devrait faire l'UE pour aider à la promotion de la paix et de la démocratie en Birmanie ?

1/ L'UE devrait appuyer les efforts visant à persuader les membres du Conseil de sécurité de l'ONU de voter une résolution sur la Birmanie, et la Commission européenne et les membres de l'UE devraient faire un plaidoyer actif pour une telle résolution.

2/ L'UE devrait accroître son niveau d'engagement avec les pays asiatiques, incluant la Chine, l'Inde et l'Asean, afin de les persuader d'augmenter leur pression sur la Birmanie en vue de réformes.

3/ L'UE, ayant préalablement accepté que l'interdiction totale d'investissements est un outil efficace pour mettre la pression sur le régime birman, devrait rendre cette interdiction effective par une interdiction de tout nouveau investissement en Birmanie.

4/ L'UE devrait financer davantage des projets de promotion des droits de l'homme et de la démocratie en Birmanie.

5/ L'UE devrait interdire toutes importations de produits clés provenant de Birmanie qui apportent au régime des revenus significatifs, tels que le bois et les pierres précieuses.

6/ L'UE devrait fournir une aide transfrontalière pour les déplacés de l'intérieur.

A court terme dans le cadre d'une prochaine révision de la position commune de l'UE,

1/ L'UE devrait montrer son attention aux problèmes birmans abordés par le Conseil de sécurité.

2/ L'UE devrait geler les avoirs du régime birman en Europe. En ce moment, les avoirs gelés ne concernent que les personnes inscrites sur la liste d'interdiction de visas.

3/ L'UE devrait augmenter son financement pour les projets visant à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie. Les subventions ont été divisées par deux ces dernières années.

4/ L'UE devrait ajouter dans la liste des entreprises publiques que les compagnies européennes ne peuvent investir dans les entreprises birmanes de bois.

5/ L'UE devrait apporter un clair soutien aux résolutions de l'Assemblée générale des NU pour un dialogue tripartite en l'incluant dans sa position commune.

6/ Comme il n'y a pas actuellement un soutien suffisant des Etats membres à une interdiction légale et formelle d'investissements, l'UE devrait émettre une déclaration décourageant tout investissement.

7/ L'UE devrait aussi être plus active pour soutenir les mesures de l'OIT de présenter le cas de la Birmanie devant la Cour Internationale de Justice

- "Arrestation des principaux opposants démocrates birmans" – du 22 août 2007

Info Birmanie s'inquiète de l'arrestation, ce 21 août 2007, de certaines des principales figures de l'opposition démocratique birmane par la junte militaire au pouvoir.

Ko Min Ko Naing, Ko Ko Gyi, Ko Mya Aye, Ko Pyone Cho, Ko Jimmy, Ko Yin Htun, parmi d'autres, ont en effet été arrêtés par la junte militaire à minuit ce 21 août.

Ces arrestations font suite aux événements ayant suivi l'augmentation par la junte des prix du carburant, un accroissement par deux des prix qui ne fut précédée d'aucune annonce officielle et survint le 15 août.

Cette augmentation ayant entraîné de nombreuses difficultés (notamment parmi les usagers des transports publics qui, n'étant pas à même de payer le transport à un tarif double ou ne trouvant plus d'autobus en circulation, n'étaient plus à même de se rendre au travail), les étudiants de la « génération 88 » organisaient en collaboration avec d'autres citoyens une manifestation pacifique qui eut lieu à Rangoun le 19 août.

Cette vague d'arrestation inquiète d'autant plus que les signes avant-coureurs d'une purge des opposants démocrates à la junte sont connus des observateurs de la situation en Birmanie.

Info Birmanie exhorte le gouvernement français à condamner au plus tôt, par un communiqué officiel, cette vague d'arrestations et à réclamer la libération des opposants arrêtés ainsi que de l'ensemble des prisonniers politiques maintenus en détention.